

APPEL DU CONSEIL NATIONAL DE LA CGT ÉDUC'ACTION

NOVEMBRE 2024

DOURDAN

La CGT Éduc'action exprime son inquiétude et sa colère quant à la **situation internationale** et aux répercussions sur les populations. Elle est inquiète de la multiplication des victoires électorales de candidat-es d'extrême droite et fascistes, porteur-euses d'une politique nationaliste et racistes. Nous dénonçons ces politiques qui sont toujours préjudiciables aux travailleur-euses et aux plus précaires. Les étrangères et les étrangers sont stigmatisé-es, privé-es de droit, ciblé-es par des politiques discriminatoires et xénophobes. Le 14 décembre, la CGT appelle l'ensemble des travailleur-euses à se mobiliser pour défendre l'égalité des droits : travailleuses- travailleurs français-es-étranger-ères même patron, même combat.

Nous sommes en solidarité avec les **femmes du monde** entier ; les afghanes qui sont privé-es de tout droit humain, les iraniennes et leur combat pour la liberté, les états-uniennes qui perdent progressivement le droit à l'avortement et bientôt celui du divorce, les femmes de République démocratique du Congo qui subissent depuis des années viols et tortures. Les femmes sont les premières victimes des guerres dans les pays belligérants comme dans les pays colonisés.

La CGT Éduc'action continue de dénoncer la situation dans laquelle se trouve depuis au moins 76 ans **le peuple palestinien, et désormais le peuple libanais**. Elle condamne la politique d'extrême droite et colonialiste du gouvernement Netanyahu (politique menée sans opposition, voire avec le soutien inconditionnel des puissances occidentales) qui frappe avant tout les civils. C'est un génocide. La CGT Éduc'action, si elle prend acte des mandats d'arrêt de la CPI, continue d'exiger un cessez-le-feu immédiat en Palestine et appelle à des sanctions immédiates contre le gouvernement israélien avec par exemple la suspension de l'accord économique UE/Israël et l'arrêt de vente d'armes. Après 40 ans de détention, et par décision de justice, le militant communiste libanais Georges Abdallah est libérable à compter du 6 décembre. La CGT Éduc'action soutient les appels à mobilisation pour le 6 décembre et pour début janvier afin que sa libération soit effective. La CGT Éduc'action dénonce la censure et la criminalisation du soutien au peuple palestinien et appelle à participer aux manifestations pour la Palestine.

Notre organisation continue de condamner **la guerre en Ukraine** et le sort qui est réservé à la population. Elle rappelle qu'elle combat sans relâche l'impérialisme. Dans ce contexte, et parce que d'autres conflits parcourent le monde, nous appelons à des solutions immédiates et pérennes pour la paix.

En France, en nommant Barnier Premier ministre, Macron accentue sa néfaste et agressive politique libérale : austérité budgétaire visant le quotidien des travailleurs-euses, casse assumée des Services publics, ponction chez les retraité-es, mensonges autour d'une « politique sociale » à laquelle contribuerait les plus riches.

La France est frappée par une nouvelle vague de licenciements et les grandes entreprises, en particulier l'industrie (ayant très largement bénéficiée d'aides publiques), annoncent des plans de licenciements menaçant 150 000 emplois, le tout face à un gouvernement complice.

Sous l'impulsion du ministre Kasbarian pleuvent également des **mesures d'austérité à l'encontre de la Fonction publique et des agent-es** : gel du point d'indice, suppressions massives de postes (notamment à l'Éducation nationale), introduction de 3 jours de carence et réduction des indemnités, suppression de la GIPA... La CGT Éduc'action dénonce également les sorties mensongères du ministre visant à stigmatiser les agent-es de la Fonction publique. Il est inacceptable

que ces personnels subissent à nouveau un décrochage salarial et une dégradation de leurs conditions de travail, seuls résultats des politiques visant à casser la Fonction publique.

La CGT Educ'action, avec la CGT, rappelle que ce n'est pas aux salarié·es ni aux retraité·es de payer la dette générée par le Capital, la bourgeoisie et l'État.

Dans l'Éducation, la CGT Educ'action continue de dresser un constat sombre : conditions de travail des personnels fortement dégradées, perte de sens pour tou·tes et accentuation de l'épuisement professionnel, manque grandissant de personnels, contre-réformes imposées contre l'avis unanime de la communauté éducative, développement d'une politique de rémunération au mérite et mise en concurrence des personnels et des établissements, dégradation des conditions d'étude et des prises en charges des élèves se trouvant en situation précaire... On constate aussi une stratégie consistant à faire taire toute forme de remise en question comme le montre dans l'académie de Lyon les mesures disciplinaires en cours envers 2 syndicalistes de la CGT Educ'action au seul motif de leur activité syndicale et de représentants des personnels .

La ministre Genetet promet une politique sécuritaire et la poursuite de réformes dévastatrices menées par Macron depuis 7 ans. L'acte II du *Choc des savoirs* maintient le cap de la rigueur et de la violence à l'encontre de l'Éducation nationale. La CGT Educ'action rappelle que le *Choc des savoirs* est un renoncement à toute ambition émancipatrice de l'École et instaure une ségrégation assumée entre les élèves en difficultés et les autres, ainsi qu'une discrimination sociale. L'Éducation nationale ne peut subir de nouvelles coupes budgétaires et il y a urgence à obtenir un choc des moyens.

Dans ce contexte général très dégradé, sans mobilisation ni grève dans la durée, nous n'obtiendrons pas de réorientation du budget 2025 ni l'abrogation des mesures.

C'est par la grève que nous gagnerons sur nos revendications : revalorisation indiciaire pour tou·tes sans contrepartie, indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation et l'ouverture de négociations sur les grilles salariales, abandon de la réforme des retraites, abandon de toutes les réformes de tri social, des réformes du bac et des lycées, de Parcoursup, créations massives de postes dans tous les corps, nationalisation de l'enseignement privé sous contrat, abandon du Choc des savoirs, abandon du Pacte, création d'un statut de catégorie B pour les AESH et les AED, le report du déploiement Opale, titularisation de tous les précaires sans condition de concours ni de nationalité, abandon SNU, du « tout évaluation ». Dès maintenant, **exigeons également la démission de Kasbarian** et l'abandon des projets qu'il porte, personnellement et au titre du gouvernement.

Ensemble sur nos lieux de travail, organisons-nous et mobilisons-nous pour construire le rapport de force indispensable au recul gouvernemental. Nous devons réussir la première journée de grève Fonction publique du 5 décembre prochain, organiser des AG pour réussir la reconduction dès les jours suivants jusqu'à ce que le gouvernement accède à nos revendications.

D'ici là, nous appelons à **faire du 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences à l'égard des femmes, un temps de très forte mobilisation** pour réaffirmer notre volonté d'en finir avec le fléau des violences sexistes et sexuelles en France comme dans le reste du monde.

